

## UNE MÉMOIRE EUROPÉENNE DE L'ESCLAVAGE ?

Myriam Cottias

CNRS, CIRESC, LC2S.

L'importance de l'histoire de l'esclavage dans le développement de l'Europe est indéniable. Et cela à tous les niveaux d'appréciation. Le premier est économique. Le sucre, le café et le chocolat produits par les esclavisés dans les colonies de l'Europe dans l'Atlantique et dans l'Océan Indien, dès le 17<sup>e</sup> siècle, ont construit la puissance économique de l'Europe en équilibrant les balances commerciales des principaux pays esclavagistes. Les grands conflits guerriers européens mais surtout la guerre de Sept Ans (1756-1763) ont eu des conséquences coloniales qui ont joué sur les frontières des pays européens. Le deuxième niveau tient à la massivité des phénomènes historiques induits par l'établissement des colonies esclavagistes, à savoir la traite -du commerce- des êtres humains. Entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, plus de 12 millions de femmes et d'hommes auxquels s'ajoutent 7 millions de personnes mortes sur les routes parcourues à pied qui les menaient aux ports d'Afrique- sont déportés à partir de l'Afrique de l'Ouest. Pourtant, c'est entre 1700 et 1850, que 72% d'entre eux font le « passage du milieu » tandis qu'un million d'hommes et de femmes sont déportés à travers l'Océan Indien. Jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la traite est organisée par un acte de commerce international, espagnol, dénommé « Asiento »<sup>1</sup>. Contre une redevance, l'Espagne attribue à des particuliers ou des compagnies de commerce, l'exclusivité du droit de traiter des esclaves. Le Portugal, l'Angleterre, la Hollande et la France l'ont détenu successivement. Tous les pays d'Europe participent, en fait, à ce sinistre commerce par la circulation des capitaux qui concourent à l'organisation des campagnes de traite ou qui les assurent contre les risques encourus.

Le troisième niveau a des réverbérations jusque dans la période contemporaine. Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la systématisation du travail esclave dans les économies modernes fondées sur la circulation des personnes et des capitaux a induit une conception du monde centrée sur l'Europe par rapport à laquelle se définit des périphéries. Elle recouvre tous les domaines de la pensée et de conception de l'altérité. L'expérience coloniale esclavagiste, en effet, donne une nouvelle sémantique à la notion de race. D'un marqueur d'appartenance à un groupe, à un ensemble, le terme désigne progressivement des personnes ayant la « même » apparence physique et, à l'origine, le « même » statut civil, celui d'esclave ou celui de « propriétaire d'esclave ». Combinée cependant au statut servile ou à celui de « libre », elle a fondé localement, dans chaque colonie des Amériques, une hiérarchie raciale selon un continuum où le « Blanc-libre-propriétaire d'esclave » est mis en position de supériorité par rapport au « Noir-esclave » placé au bas de l'échelle. Dans les discours, toutes les catégories intermédiaires y sont placées en fonction de critères où le facteur racial (plus ou moins « blanc ») prime sur le facteur social (plus ou moins riche). Cette mêmeté, superposition parfaite entre couleur et statut civil et racial, est dans les faits compliquée. Par métissage des populations, héritages de propriétés, compétences économiques, talents et inventivité individuelles, fluidité de fait entre des individus de statut civil différent, violences sexuelles exercées envers les femmes esclaves, des catégories complexes ont été créées. La Saint-Domingue du XVIII<sup>e</sup> siècle a connu des affranchis, « libre de couleur » infiniment plus riches que des « Blancs ». Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, en Martinique ou en Guadeloupe, des esclaves possédaient des esclaves. Des « Blancs » dépendaient du salaire que leur esclave gagnait en exerçant de petits métiers en milieu urbain<sup>2</sup>. Dans le contemporain, ces catégories raciales

---

<sup>1</sup> Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, 2004.

<sup>2</sup> La recherche la plus complète sur le sujet a été menée par Dominique Rogers dans sa thèse « Les libres de couleur dans les capitales de Saint-Domingue : fortune, mentalités et intégration à la fin de l'Ancien Régime (1776-1789) », Université de Bordeaux III, Michel de Montaigne, décembre 1999.

construites dans le contexte esclavagiste polarisent les analyses et les expériences sociales même si la filiation de ces taxinomies n'a pas été pendant longtemps pas reconnue.

*De l'histoire à la mémoire en passant par l'oubli.*

Depuis la fin des années 90, « l'oubli » et « le silence » ont été des leviers qui ont servi à faire émerger et revendiquer la « mémoire de l'esclavage » comme mémoire vive, ancrée dans le passé mais signifiante continuellement dans le présent. Au niveau des nations, cette mémoire a été posée comme nécessaire reconnaissance pour construire une cohérence nationale, sous la pression des héritiers de l'histoire de l'esclavage et de la colonisation. Partout, elle a porté une revendication d'égalité et un questionnement sur l'organisation concrète des pouvoirs. A un niveau global, elle a permis de dénoncer la dissymétrie des rapports politiques et culturels dans le monde et a polarisé peu ou prou une identité « noire », supra-nationale. Des demandes se positionnant comme transnationales en s'appuyant sur la notion de « diaspora africaine » se sont ainsi reconstruites.

Briser le silence est l'un des arguments centraux du programme de l'UNESCO, « La Route de l'Esclave : résistance, liberté, héritage », lancé en 1994 à Ouidah, au Bénin, sur proposition d'Haïti. Il a donné, depuis sa création, une sorte de feuille de route de la mémoire. En Europe, les mises sous silence, au niveau institutionnel, des phénomènes historiques de la traite et de l'esclavage ont été concomitantes avec le fait que le continent européen s'est constitué comme phare emblématique de l'abolitionnisme et de la Liberté comme valeur éthique. En Grande-Bretagne, en 2007, au moment du bi-centenaire de l'abolition de la traite des Africains, le pays se réinvente comme « abolitionniste » et non pas comme « esclavagiste ». La mémoire nationale se construit en conformité avec l'image d'un pays champion de la morale abolitionniste qui a montré le chemin aux autres puissances occidentales. En France, la traite et l'esclavage atlantique racialisés n'ont pas été intégrés dans les récits sur la construction de l'Etat et de la Nation tandis que l'abolition a été présentée comme une des pierres angulaires de la République française.

Avec des temporalités différentes selon les pays, depuis trente ans, la pression des associations d'hommes et de femmes se réclamant de l'histoire de l'esclavage et dénonçant son oubli, ont fait pression sur les états pour qu'elle soit reconnue, au nom de l'égalité entre les citoyens. Des demandes similaires ont été formulées auprès des instances européennes.

*Les commémorations : un temps efficace de la mémoire ?*

Les commémorations constituent l'une des réponses des institutions internationales, européennes et nationales aux demandes de reconnaissance du crime de la traite et de l'esclavage<sup>3</sup>. Depuis les années 2000, le nombre des dates de commémoration a augmenté de façon très importante. Au niveau international, le 25 mars est la *Journée internationale du*

---

<sup>3</sup> l'article 13 de la résolution finale de la « Conférence de Durban contre le racisme et les autres formes d'intolérance » (31 août-8 septembre 2001), indique : *Nous reconnaissons que l'esclavage et la traite des esclaves, en particulier la traite transatlantique, ont été des tragédies effroyables dans l'histoire de l'humanité, en raison non seulement de leur barbarie odieuse, mais encore de leur ampleur, de leur caractère organisé et tout spécialement de la négation de l'essence des victimes; nous reconnaissons également que l'esclavage et la traite des esclaves constituent un crime contre l'humanité et qu'il aurait toujours dû en être ainsi, en particulier la traite transatlantique, et sont l'une des principales sources et manifestations du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et que les Africains et les personnes d'ascendance africaine, de même que les personnes d'ascendance asiatique et les peuples autochtones, ont été victimes de ces actes et continuent à en subir les conséquences.*

*souvenir des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique* par les Nations Unies tandis que le 23 août est la *Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition* de l'UNESCO) (en référence au soulèvement des esclaves de Saint-Domingue en 1791).

Au niveau des états européens, le choix de chaque date a été conflictuel, révélant une tension entre dispositif institutionnel et associations de « descendants d'esclaves ». En France, le régime mémoriel sur l'esclavage colonial, repose sur 6 textes législatifs et réglementaires<sup>4</sup> mais institue le 10 mai comme « Journée des Mémoires de la Traite, de l'Esclavage et de leurs Abolitions » à la suite de la loi du 10 mai 2001 « reconnaissant la traite négrière et l'esclavage atlantique et dans l'Océan Indien comme crime contre l'humanité » mais une autre date nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial, le 23 mai, vient d'y être ajouté. Les Pays-Bas ont institué chaque 1<sup>er</sup> juillet, le *keti-koti* (du surinamien *fers brisés*) comme commémoration de la fin de l'esclavage au Surinam (ancienne Guyane hollandaise) et dans les Antilles néerlandaises. En Grande-Bretagne, le *Black History Month* permet l'organisation d'événements culturels sans qu'il n'y ait de date nationale de commémoration. L'ensemble de ces événements officiels constitue une reconnaissance politique mais il est difficile d'en mesurer les effets sociaux. Moins qu'une prise en compte des souvenirs portés par les héritiers de cette histoire, la commémoration exprime l'usage politique qui est faite du passé. Plus qu'une géographie globale de la mémoire de l'esclavage qui créerait du partage de connaissances et d'expériences, les commémorations semblent, au contraire, enfermer l'histoire de l'esclavage dans des frontières étroites et dans des récits qui ne tiennent pas compte des conflictualités. La « réconciliation » et le « vivre ensemble » qui sont affichés, dans les pays européens, sont une façon de dépolitiser la question en créant un lieu qui se veut non antagonique.

#### *Les lieux de mémoire de l'esclavage en Europe.*

Au cours du XXe siècle, la déportation de l'Afrique vers les Amériques, la mise en esclavage, la circulation atlantique des populations noires, ont été constituées en expérience créatrice au sein de la diaspora « noire ». Considérées à travers des notions telles que celles de « métissage », de « transculturation », de « créolisation » et d'« hybridité », constituées elles-mêmes sur la « rencontre », sur « l'opposition violente », sur la « création » culturelle, sur la « réinterprétation », des généalogies culturelles transnationales ont été établies. La musique, la danse, la littérature, la religion sont autant d'expressions cognitives de « l'Atlantique noir » qui cherchent à mettre en relation l'Afrique de l'ouest et centrale avec les Amériques en ignorant les frontières nationalistes. Dans cette « contre-culture de la modernité » selon la notion de Paul Gilroy, la mémoire joue un rôle essentiel; une mémoire de l'esclavage transcontinentale dont les mises en discours, en images et en patrimoines s'influencent régulièrement de part et d'autre des continents grâce à la circulation des informations par les Nouvelles Techniques de l'Information.

---

<sup>4</sup> La loi du 30 juin 1983 qui dispose qu'il faut commémorer « l'abolition de l'esclavage », le décret du 23 novembre 1983 qui fixe les dates dans les départements d'Outre-Mer et en fait des jours fériés (23 mai pour la Martinique ; 27 mai pour la Guadeloupe ; 10 juin pour la Guyane ; 20 décembre pour la Réunion). Le 31 mars 2006, un décret vient fixer la date de commémoration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine au 10 mai ; le 23 mai comme « Journée nationale d'hommage aux victimes de l'esclavage colonial ».

En Europe, des lieux muséaux ou patrimoniaux ont été créés. Le *Musée International de l'Esclavage de Liverpool* a été le premier à ouvrir en Europe et demeure le seul à être aussi important dans son projet et dans ses activités de médiation scientifique et pédagogiques. Autour de l'abolition de l'esclavage ont été créés le *Mémorial de l'abolition* de Nantes, le *Monument national de l'Esclavage* dans l'Oosterpark d'Amsterdam, le *Mémorial ACTe* à Point-à-Pitre en Guadeloupe, entre autres. D'autres sont en élaboration comme l'Antigo Mercado de Escravos, le vieux marché aux esclaves à Lagos. Des musées participent aussi à la valorisation de la mémoire comme le Musée des Ducs de Bretagne à Nantes, le Musée d'Aquitaine à Bordeaux, le Rijksmuseum à Amsterdam, le Musée maritime de Norvège à Oslo ou encore le musée Soul of Africa d'Essen en Allemagne. Cette liste non exhaustive de monuments patrimoniaux est en quelque sorte la preuve et la reconnaissance de la diversité des populations européennes qui portent cette histoire. Ce sont elles aussi qui ont manifesté pour que les statues, dans l'espace public ne glorifient pas les personnages historiques esclavagistes mais soient complétées par des statues qui marqueraient la participation des populations afro-européennes à l'élaboration de la culture européenne : Anton Wilhelm Amo, Ignatus Sancho, Olaudah Equiano, le Chevalier St. George, George Polgreen Bridgetower, Alexandre Pushkin, Alexander Dumas, Samuel Coleridge-Taylor, Joséphine Bakhita, les sœurs Nardal, Edouard Glissant, Maryse Condé, pour n'en citer que quelques uns. Poser cette question à un niveau européen et non plus national pourrait permettre un apaisement des tensions par une redéfinition de la culture et de l'identité européenne plus inclusive.

## UNA MEMORIA EUROPEA DELLA SCHIAVITÙ?

Myriam Cottias

CNRS, CIRESC, LC2S.

L'importanza della storia della schiavitù nello sviluppo dell'Europa è innegabile. Questo a tutti i livelli di valutazione. Il primo è economico: lo zucchero, il caffè e il cioccolato prodotti dagli schiavi/e nelle colonie europee nell'Atlantico e nell'Oceano Indiano, nel XVII secolo, hanno costruito la potenza economica dell'Europa equilibrando le bilance commerciali dei principali paesi schiavisti. I grandi conflitti europei e soprattutto la guerra dei Sette Anni (1756-1763) hanno avuto conseguenze coloniali che hanno giocato un ruolo importante nella formazione delle frontiere dei paesi europei.

Il secondo aspetto riguarda il carattere di massa dei fenomeni storici indotti dall'instaurazione delle colonie schiaviste, ossia nello specifico la tratta del commercio degli esseri umani: tra il XVI e il XIX secolo, più di 12 milioni di donne e uomini, ai quali si aggiungono 7 milioni di persone morte nei tragitti a piedi che le portavano nei porti dell'Africa, sono state deportate dall'Africa dell'Ovest. Tuttavia, è tra il 1700 e il 1850 che il 72% di loro attraversa l'Atlantico, il *Middle Passage*, mentre un milione di uomini e donne vengono deportati nell'Oceano Indiano. Fino all'inizio del XVIII secolo, la tratta è organizzata da un atto di commercio internazionale spagnolo, l'«Asiento»<sup>5</sup>. Dietro pagamento di un canone, la Spagna attribuisce a privati o a compagnie di commercio, l'esclusiva sul mercato degli schiavi. Il Portogallo, l'Inghilterra, l'Olanda e la Francia l'hanno detenuto successivamente. Tutti i paesi europei partecipano, in effetti, a questo sinistro commercio grazie alla circolazione di capitali che concorrono all'organizzazione delle campagne di tratta o che le assicurano contro i rischi connessi alle operazioni.

Il terzo livello ha delle conseguenze sino al periodo contemporaneo. Dalla fine del XVIII secolo, la sistematizzazione del lavoro degli schiavi nelle economie moderne, fondate sulla circolazione di persone e di capitali, ha indotto a una concezione del mondo eurocentrica in rapporto alla quale si definiscono le periferie. L'Europa è il centro di tutti gli ambiti del pensiero e delle decisioni sulla concezione dell'alterità. L'esperienza coloniale schiavista, in effetti, dona una nuova semantica alla nozione di razza. Da un marcatore di appartenenza a un gruppo, a un insieme, il termine inizia progressivamente a designare delle persone che hanno la «stessa» apparenza fisica e, all'origine, lo «stesso» statuto civile, quello di schiavo o di proprietario di schiavi. Combinato comunque allo statuto servile o a quello di «libero», il termine ha fondato localmente, in ogni colonia delle Americhe, una gerarchia razziale secondo un continuum in cui il «Bianco-libero-proprietario di schiavo» è messo in posizione di superiorità rispetto al «Nero-schiavo» collocato in basso alla scala. Nei discorsi, tutte le categorie intermedie sono decise e situate in base a dei criteri in cui il fattore razziale (più o meno «bianco») preme sul fattore sociale (più o meno ricco). Questa identità, sovrapposizione perfetta tra colore, statuto civile e razziale, è di fatto complicata. Attraverso il *métissage* delle popolazioni, le eredità di proprietà, le competenze economiche, i talenti e l'inventiva individuale, la fluidità di fatto tra individui di statuto civile differente, le violenze sessuali esercitate contro le donne schiave, sono emerse e sono state create categorie complesse.

La Santo Domingo del XVIII secolo ha conosciuto degli affrancati, «liberi di colore» infinitamente più ricchi dei «Bianchi». Nella metà del XIX secolo, in Martinica e Guadalupa, gli schiavi possedevano altri schiavi. Alcuni «Bianchi» dipendevano dal salario che il loro schiavo guadagnava esercitando dei piccoli mestieri nel milieu urbano<sup>6</sup>. Nell'età

---

<sup>5</sup> Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, 2004.

<sup>6</sup> La ricerca più esaustiva sul tema è stata portata avanti da Dominique Rogers nella sua tesi di dottorato «Les libres de couleur dans les capitales de Saint-Domingue: fortune, mentalités et intégration à la fin de l'Ancien

contemporanea queste categorie razziali costruite nel contesto schiavista polarizzano le analisi e le esperienze sociali, anche se la filiazione di queste tassonomie non è stata per molto tempo riconosciuta.

### *Dalla storia alla memoria passando per l'oblio*

Dalla fine degli anni '90, l'«oblio» e il «silenzio» sono state delle leve che hanno fatto emergere e rivendicare la «memoria della schiavitù» come memoria viva, radicata nel passato ma con un significato che si perpetua nel presente. A livello delle varie nazioni, questa memoria si è posta come riconoscimento necessario per ricostruire una coerenza nazionale, sotto la pressione delle eredità della storia della schiavitù e della colonizzazione. Ovunque ha avuto conseguenze, come il rivendicare egualitarismo e l'interrogarsi sull'organizzazione concreta del potere. A livello globale la riscoperta della memoria ha permesso di denunciare le asimmetrie dei rapporti politici e culturali nel mondo e ha polarizzato, con i pro e i contro, una identità «nera» sovranazionale. Si sono così formulate richieste che si collocano come transnazionali, basandosi sul concetto di «diaspora africana».

Rompere il silenzio è uno degli argomenti centrali del programma dell'UNESCO, «La Route de l'Esclave : résistance, liberté, héritage», lanciato nel 1994 a Ouidah, in Benin, grazie alla richiesta dello stato di Haiti. Il programma, dalla sua creazione, ha lanciato una sorta di tabella di marcia della memoria. In Europa, la messa sotto silenzio, a livello istituzionale, dei fenomeni di tratta e di schiavitù è stato concomitante con il fatto che il continente europeo si è costituito come sfera emblematica dell'abolizionismo e della libertà come valore etico. Nel 2007 in Gran Bretagna, nel momento del bicentenario dell'abolizione della tratta degli Africani, il paese si reinventa come «abolizionista» e non come «schiavista». La memoria nazionale si è costruita in conformità con l'immagine di un paese campione nella morale abolizionista che ha mostrato il cammino alle altre potenze occidentali. In Francia la tratta e la schiavitù atlantica razzializzata non è stata inserita nei discorsi sulla costruzione dello Stato e della Nazione, mentre l'abolizione della schiavitù viene presentata come una delle pietre angolari della Repubblica francese.

Con delle temporalità differenti, a seconda dei paesi, da trent'anni a questa parte, la pressione delle associazioni di uomini e donne reclama la storia della schiavitù denunciandone l'oblio; quindi sono state fatte pressioni in diversi Stati perché questa storia venga riconosciuta, in nome dell'uguaglianza tra tutti i cittadini. Istanze simili sono state formulate a livello europeo.

### *Le commemorazioni: un tempo efficace della memoria?*

Le commemorazioni costituiscono una delle risposte delle istituzioni internazionali, europee e nazionali, alle domande di riconoscimento del crimine della tratta e dello schiavitù<sup>7</sup>. Dagli anni Duemila, il numero di date commemorative è aumentato in modo molto importante. A livello internazionale, il 25 marzo è la Giornata internazionale in memoria delle vittime della schiavitù e del commercio degli schiavi transatlantici per le Nazioni Unite, mentre il 23

---

Régime (1776-1789)», Université de Bordeaux III, Michel de Montaigne, décembre 1999.

<sup>7</sup> L'articolo 13 della risoluzione finale della “Conferenza di Durban contro il razzismo e le altre forme di intolleranza (31 agosto-8 settembre 2001)”, indica: *Noi riconosciamo che lo schiavitù e la tratta degli schiavi, in particolare la tratta transatlantica, sono state delle tragedie orribili della storia dell'umanità, non solo per la loro barbarie odiosa, ma anche per la loro ampiezza, la loro capacità organizzativa e specialmente per la negazione dell'essenza delle vittime; noi riconosciamo inoltre che la schiavitù e la tratta degli schiavi costituiscono un crimine contro l'umanità e che avrebbero dovuto sempre essere considerati come tale, in particolare la tratta transatlantica, e che sono una delle principali fonti e manifestazioni del razzismo, della discriminazione razziale, della xenofobia e dell'intolleranza che le è associata, e che gli Africani e le persone di ascendenza africana, così come le persone di ascendenza asiatica e i popoli autoctoni, sono stati vittime di questi atti e continuano a subirne le conseguenze.*

agosto è la Giornata internazionale per la commemorazione della tratta degli schiavi e della sua abolizione dell'UNESCO (in riferimento al sollevamento degli schiavi di Santo Domingo nel 1791).

A livello europeo, la scelta da parte di ogni stato è stata conflittuale, rivelando una tensione tra i dispositivi istituzionali e le associazioni dei « discendenti degli schiavi ». In Francia, il regime memoriale sulla schiavitù coloniale riposa su sei testi legislativi e normativi<sup>8</sup>, ma istituisce il 10 maggio come «Journée des Mémoires de la Traite, de l'Esclavage et de leurs Abolitions» in seguito alla legge del 10 maggio 2001, che «riconosce la tratta negriera e la schiavitù atlantica e nell'Oceano Indiano come crimine contro l'umanità» ; ma un'altra data nazionale in omaggio delle vittime della schiavitù coloniale, il 23 maggio, è stata aggiunta da poco.

I Paesi Bassi hanno istituito ogni 1° luglio le *keti-koti* (dai *fers brisés* del Suriname), come commemorazione della fine della schiavitù nella ex Guyana olandese e nelle Antille Olandesi. In Gran Bretagna, il *Black History Month* permette di organizzare eventi culturali senza che ci sia una data nazionale di commemorazione. L'insieme di eventi ufficiali costituisce un riconoscimento politico, ma è difficile misurarne gli effetti sociali. La commemorazione non tiene tanto in considerazione i ricordi portati dagli eredi di questa storia, ma esprime l'uso politico che si fa del passato. Più che una geografia globale della memoria della schiavitù, che creerebbe una condivisione di conoscenze e di esperienze, le commemorazioni sembrano, al contrario, chiudere la storia della schiavitù dentro frontiere strette e narrazioni che non tengono conto delle conflittualità. La « riconciliazione » e il « vivere insieme » che sono presentati nei paesi europei, sono un modo di spogliare la questione del suo contenuto politico creando uno spazio che si vuole non antagonistico.

### *I luoghi della memoria della schiavitù in Europa*

Nel corso del XX secolo, la deportazione dall'Africa verso le Americhe, la riduzione in schiavitù, la circolazione atlantica di popolazione nera, sono state costituite come esperienze creatrici in seno alla diaspora «nera». Considerate alla luce di nozioni quali quella di *métissage* e di «transculturazione», di «creolizzazione» e di «ibridismo», costruite loro stesse sull'«incontro», sulla «opposizione violenta», sulla «creazione» culturale, sulla «reinterpretazione», sono state stabilite genealogie transnazionali. La musica, la danza, la letteratura, la religione sono espressioni cognitive dell'«Atlantico nero» che cercano di mettere in relazione l'Africa dell'ovest e centrale con le Americhe ignorando le frontiere nazionaliste. In questa «contro-cultura della modernità», secondo la nozione di Paul Gilroy, la memoria gioca un ruolo essenziale; una memoria della schiavitù transcontinentale i cui discorsi, immagini e patrimoni si influenzano regolarmente, da una parte e dall'altra dei continenti, grazie alla circolazione delle informazioni attraverso le nuove tecnologie di informazione (NTIC).

In Europa sono stati creati alcuni spazi museali o patrimoniali. L'International Slavery Museum di Liverpool è stato il primo ad aprire in Europa e resta il solo ad essere così importante per il suo progetto e la sua attività di mediazione scientifica e pedagogica. Intorno all'abolizione della schiavitù sono stati creati, tra gli altri, il *Mémorial de l'abolition* di Nantes, il *Monumento nazionale della schiavitù* nel Oosterpark di Amsterdam, il *Mémorial ACTe* a Point-à-Pitre in Guadalupa. Altri sono in elaborazione come l'*Antigo Mercado de*

---

<sup>8</sup> La legge del 30 giugno dispone che bisogna commemorare «l'abolizione della schiavitù», il decreto del 23 novembre 1983 fissa le date nei dipartimenti d'Oltremare e ne fa dei giorni festivi (23 maggio per la Martinica; 27 maggio per la Guadalupa; 10 giugno per la Guyana; 20 dicembre per la Réunion). Il 31 marzo 2006, un decreto ha fissato la data della commemorazione dell'abolizione della schiavitù nella Francia metropolitana per il 10 maggio; il 23 maggio, invece, è la «Giornata nazionale di omaggio alle vittime della schiavitù coloniale».

*Escravos*, il vecchio mercato degli schiavi di Lagos. Altri musei partecipano alla valorizzazione della memoria, come il *Musée des Ducs de Bretagne* a Nantes, il *Musée d'Aquitaine* a Bordeaux, il *Rijksmuseum* ad Amsterdam, il Museo marittimo della Norvegia a Oslo o ancora il museo *Soul of Africa* di Essen in Germania.

Questa lista non esaustiva di monumenti patrimoniali è in qualche modo la prova e il riconoscimento della diversità delle popolazioni europee che si caricano di questa storia. Sono le stesse che hanno manifestato perché le statue, negli spazi pubblici, non glorifichino i personaggi storici schiavisti, ma siano completate da statue che testimonino la partecipazione della popolazione afro-europea all'elaborazione della cultura europea: Anton Wilhelm Amo, Ignatus Sancho, Olaudah Equiano, le Chevalier St. George, George Polgreen Bridgetower, Alexandre Pushkin, Alexander Dumas, Samuel Coleridge-Taylor, Joséphine Bakhita, le sorelle Nardal, Edouard Glissant, Maryse Condé, per citarne solo alcuni.

Porre tale questione a livello europeo e non più nazionale potrebbe permettere un'attenuazione delle tensioni, per una ridefinizione più inclusiva della cultura e dell'identità europea.

(Testo tradotto dal francese da Giulia Bonazza e Nicoletta Rolla)



## BIBLIOGRAPHIE

Araujo, A.L., *Slavery in the Age of Memory: Engaging the Past*, Bloomsbury Academic, 2020.

Araujo, A. L., *Shadows of the Slave Past: Memory, Heritage, and Slavery*, Routledge, 2014.

Césaire, A., *Nègre je suis, nègre je resterai*, Paris : Albin Michel, 2005.

Cottias, M., et Mattos, Hebe., (dir.), Saint Hilaire (éd.), 2016, Open édition Press, <http://books.openedition.org/oep/771>.

De Almeida Mendes, A., *Esclavage et race au Portugal : une expérience de longue durée, in Esclavages et subjectivités dans l'Atlantique luso-brésilien et français (xvii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècles)*, Cottias, M., et Mattos, Hebe., (dir.), Saint Hilaire (éd.), 2016, Open édition Press, <http://books.openedition.org/oep/771>.

Guillen, F., Trabelsi, S., *Circuits of exchange : Slaves, capital and Networks. Les esclavages en Méditerranée. Espaces et dynamiques économiques*, (Madrid, Casa de Velazquez, 2012).

Hall, C., Draper, N., McClelland, K., Donington, K., Lang, R., *Legacies of British Slave-ownership. Colonial Slavery and the Formation of Victorian Britain*, Cambridge : Cambridge University Press, 2014.

James, C.L.R., *The Black Jacobins : Toussaint L'Ouverture and the San Domingo* (London : Secker & Warburg Ltd, 1938).

Jewsiewicki, B., « Héritages et réparations en quête d'une justice pour le passé ou le présent », *Cahiers d'études africaines*, 2004/1 n° 173-174.

Michel J., *Devenir descendant d'esclave. Enquête sur les régimes mémoriels* (Rennes, Presses Universitaires de Rennes), 2015.

Thioub, I., "Traites et esclavage en Afrique: mémoires vivantes et silence historiographique" In Cottias M., E. Cunin, A de Almeida (eds.), *Les traites et les esclavages. Perspectives historiques et contemporaines*. (Paris: Karthala, 2010).

Trabelsi, S., « Mémoire et esclavage : les enjeux de l'historiographie », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 188, 2006.

W. E. B. Du Bois, *Âmes du peuple noir*, trad. M. Bessone, (Paris, La Découverte, 2007).

Williams, E., *Capitalism and Slavery*, (Chapel Hill : North Carolina Press, 1944).